

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3273

[C — 2006/29107]

**20 JUILLET 2006. — Décret modifiant le décret du 20 décembre 2001
relatif à la promotion de la santé à l'école et le décret du 16 mai 2002
relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors université (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école*

Article 1^{er}. A l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, les mots «, telles que précisées à l'article 5 » sont supprimés.

Art. 2. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « spéciaux » est remplacé par le mot « spécialisés ».

Art. 3. A l'article 5, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Pour les établissements scolaires organisés par la Communauté française, le centre élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des établissements relevant de son ressort d'activités.

Pour les établissements scolaires subventionnés par la Communauté française, le service élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des établissements scolaires avec lesquels il a conclu une convention conformément à l'article 19.

§ 2. Le projet de service visé au § 1^{er} définit la politique de santé et les priorités que le centre ou le service entend développer pour les établissements scolaires, sur la base de leurs besoins et des priorités de santé publique établies dans le programme quinquennal de promotion de la santé et dans le programme communautaire opérationnel de promotion de la santé visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement fixe la grille de développement du projet de service, sa durée et le délai dans lequel il est envoyé au Gouvernement, à l'établissement scolaire, au centre psycho-médico-social et au centre local de promotion de la santé concernés. »;

2^o Le § 2 devient un « § 4 »;

3^o Le § 3 est supprimé.

Art. 4. A l'article 10 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« Cette collaboration vise à rendre optimal l'échange réciproque d'informations en matière d'actions de prévention, d'éducation à la santé et de suivi médical des élèves. »;

2^o Au § 2, alinéa 2, 2^o, les mots «, conformément à l'article 5, § 1^{er} » sont supprimés;

3^o Au § 2, alinéa 3, est ajouté un point 3^o rédigé comme suit :

« 3^o avec les services de l'Office de la Naissance et de l'Enfance. »

Art. 5. A l'article 17, § 2, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Les mots « de chaque » sont remplacés par « d'au moins un »;

1^o bis Les mots « pendant les périodes scolaires, avec un minimum de 360 heures par an » sont ajoutés après les mots « par mois »;

2^o Une deuxième phrase, rédigée comme suit, est insérée : « La durée minimale des prestations des autres membres du personnel médical est de vingt heures par mois pendant les périodes scolaires, avec un minimum de 180 heures par an. ».

Art. 6. A l'article 18, alinéa 2, 3^o, du même décret, le mot « projet-santé » est remplacé par les mots « projet de service ».

Art. 7. A l'article 19, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, la phrase « Le projet-santé visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, fait partie intégrante de la convention » est supprimée;

2^o Un alinéa 2, rédigé comme suit, est inséré : « Lorsqu'un établissement scolaire dispose d'implantations différentes, il peut passer plusieurs conventions avec plusieurs pouvoirs organisateurs de service. »;

3^o L'alinéa 2 ancien, devient l'alinéa 3;

4^o A l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 4, le point 1^o est remplacé comme suit :

« 1^o le projet de service visé à l'article 5 »;

5^o A l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 5, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« Celle-ci ne peut être inférieure à six années scolaires, et doit être un multiple d'une année scolaire. Par dérogation :

a) En cas de fermeture d'un établissement ou d'une implantation, la convention prend fin;

b) En cas d'ouverture d'un établissement, une nouvelle convention est signée prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service;

c) En cas d'ouverture d'une implantation, un avenant à la convention initiale est signé prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service. »

Art. 8. A l'article 21, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « régulièrement inscrit » sont remplacés par les mots « comptabilisé »;

2° Au § 3, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 9. A l'article 28, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « seize » est remplacé par le mot « dix-huit »;

2° Au § 1^{er}, alinéa 2, après le point 7°, sont insérés des points rédigés comme suit :

« 8° des centres locaux de promotion de la santé;

9° d'un service communautaire de promotion de la santé agréé, ayant pour mission de tenir à jour un registre territorialisé des offres et des besoins de formation/ accompagnement/appui des services et des centres, désigné par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions. »;

3° Au § 3, alinéa 1^{er}, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 10. A l'article 29, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, le mot « francs » est remplacé par le mot « euros »;

2° Au § 2, le mot « francs » est remplacé par le mot « euros ».

**CHAPITRE II. — Modifications du décret du 16 mai 2002
relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités**

Art. 11. A l'article 2, 1°, du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, les mots «, tels que précisés à l'article 5 » sont supprimés.

Art. 12. L'article 5 du même décret est remplacé comme suit :

« § 1^{er} Pour l'enseignement supérieur organisé par la Communauté française, le centre élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des hautes écoles, des écoles supérieures des arts ou des instituts supérieurs d'architecture relevant de son ressort d'activités.

Pour l'enseignement supérieur subventionné par la Communauté française, le service élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des hautes écoles, des écoles supérieures des arts ou des instituts supérieurs d'architecture avec lesquels il a conclu une convention conformément à l'article 17.

§ 2. Le projet de service visé au § 1^{er} définit la politique de santé et les priorités que le centre ou le service entend développer pour les hautes écoles, les écoles supérieures des arts ou les instituts supérieurs d'architecture, sur la base de leurs besoins et des priorités de santé publique établies dans le programme quinquennal de promotion de la santé et dans le programme communautaire opérationnel de promotion de la santé visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement fixe la grille de développement du projet de service, sa durée et le délai dans lequel il est envoyé au Gouvernement, et soit à la haute école, soit à l'école supérieure des arts, soit à l'institut supérieur d'architecture, et au centre local de promotion de la santé concernés. »

Art. 13. 1° A l'article 13 du même décret, remplacer les mots « le 1^{er} décembre » par les mots « le 15 décembre ».

2° A l'article 13, 1°, du même décret, le mot « inscrits » est remplacé par le mot « comptabilisés » et la date du « 15 novembre » est remplacée par la date du « 1^{er} décembre ».

Art. 14. A l'article 15, § 2, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans la première phrase, les mots « de chaque » sont remplacés par « d'au moins un »;

1°*bis* les mots « pendant les périodes scolaires, avec un minimum de 360 heures par an » sont ajoutés après les mots « par mois ».

2° Entre la première phrase et la deuxième phrase, une disposition, rédigée comme suit, est insérée : « La durée minimale des prestations des autres membres du personnel médical est de vingt heures par mois pendant les périodes scolaires, avec un minimum de 180 heures par an ».

Art. 15. A l'article 16, alinéa 2, 3°, du même décret, le mot « projet-santé » est remplacé par les mots « projet de service ».

Art. 16. A l'article 17, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, alinéa 2, le point 1° est remplacé comme suit :

« 1° le projet de service visé à l'article 5 »;

2° Au § 3, la deuxième phrase est remplacée comme suit : « Celle-ci ne peut être inférieure à six années académiques et doit être un multiple d'une année académique. Par dérogation :

a) En cas de fermeture d'une haute école, d'une école supérieure des arts ou d'un institut supérieur d'architecture, ou d'une implantation, la convention prend fin;

b) En cas d'ouverture d'une haute école, d'une école supérieure des arts ou d'un institut supérieur d'architecture, une nouvelle convention est signée prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service;

c) En cas d'ouverture d'une implantation, un avenant à la convention initiale est signé prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service. »

Art. 17. A l'article 19, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « régulièrement inscrit » sont remplacés par les mots « comptabilisé au 1^{er} décembre ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 2003 relatif au projet-santé, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 19. Les articles 3; 6; 7, 4^o et 5^o; 12; 15 et 16 du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

L'article 7, 1^o, produit ses effets au 1^{er} septembre 2004.

L'article 18 produit ses effets au 31 août 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 288-1. — Amendements de commission, n° 288-2. — Rapport, n° 288-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 18 juillet 2006.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3273

[C - 2006/29107]

20 JULI 2006. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school*

Artikel 1. In artikel 2, eerste lid, 1^o, van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, worden de woorden « , zoals verduidelijkt in artikel 5 » geschrapt.

Art. 2. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « spéciaux » in de Franse tekst vervangen door het woord « spécialisés ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de schoolinrichtingen die ingericht worden door de Franse Gemeenschap werkt het centrum ten minste één dienstproject uit voor het geheel van de inrichtingen die onder zijn activiteitsdomein ressorteren.

Voor de schoolinrichtingen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap werkt de dienst ten minste één dienstproject uit voor het geheel van de schoolinrichtingen waarmee hij een overeenkomst overeenkomstig artikel 19 gesloten heeft.

§ 2. Het dienstproject bedoeld in § 1 bepaalt het gezondheidsbeleid en de prioriteiten die het centrum of de dienst wenst te ontwikkelen voor de schoolinrichtingen op basis van hun behoeften en prioriteiten inzake volksgezondheid vastgesteld in het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie en in het operationeel gemeenschapsplan voor de gezondheidspromotie bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Regering bepaalt de ontwikkelingstabel van het dienstproject, de duur ervan en de termijn waarin het bovenvermelde project aan de Regering, de schoolinrichting, het psycho-medisch-sociaal centrum en het plaatselijke centrum voor gezondheidspromotie, wordt verstuurd. »;

2^o § 2 wordt « § 4 »;

3^o § 3 wordt geschrapt.

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Deze samenwerking heeft ten doel de wederzijdse informatieuitwisseling inzake acties gericht op preventie, gezondheidsopvoeding en medische opvolging van de leerlingen te optimaliseren. »;

2° In § 2, tweede lid, 2°, worden de woorden « , overeenkomstig artikel 5, § 1 » geschrapt;

3° In § 2, derde lid, wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° met de diensten van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn). »

Art. 5. In artikel 17, § 2, tweede lid van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « van ieder » worden vervangen door « van ten minste één »;

1° *bis* De woorden « tijdens de schoolperiodes, met een minimum van 360 uren per jaar » worden toegevoegd na de woorden « per maand »;

2° Een tweede zin wordt ingevoegd, luidend als volgt : « De minimale duur van de verstrekkingen van de andere leden van het medisch personeel is twintig uren per maand tijdens de schoolperiodes, met een minimum van 180 uren per jaar. ».

Art. 6. In artikel 18, tweede lid, 3° van hetzelfde decreet wordt het woord « gezondheidsproject » vervangen door het woord « dienstproject ».

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt de zin « Het in artikel 5, § 1, tweede lid, bedoelde gezondheidsproject maakt integraal deel uit van de overeenkomst » geschrapt;

2° Een tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer een schoolinrichting over verschillende vestigingsplaatsen beschikt, kan ze verschillende overeenkomsten sluiten met de verschillende inrichtende machten van de dienst. »;

3° Het vorige tweede lid wordt het derde lid;

4° In het vorige derde lid dat het vierde lid is geworden, wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° het dienstproject bedoeld in artikel 2 »;

5° In het vorige vierde lid dat het vijfde lid is geworden, wordt de tweede zin vervangen als volgt :

« Deze mag niet gesloten worden voor een termijn van minder dan zes schooljaren zijn en moet een veelvoud zijn van een schooljaar. In afwijking hiervan :

a) Bij de sluiting van een inrichting of een vestigingsplaats loopt de overeenkomst ten einde;

b) Bij de opening van een inrichting wordt een nieuwe overeenkomst ondertekend die loopt vanaf de dag waarop ze ondertekend wordt tot het einde van de duur van de erkenning van de dienst;

b) Bij de opening van een vestigingsplaats wordt een aanhangsel bij de oorspronkelijke overeenkomst ondertekend die loopt van de dag waarop ze ondertekend wordt tot het einde van de erkenning van de dienst. »

Art. 8. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden « regelmatig ingeschreven » vervangen door het woord « geboekte »;

2° In § 3 wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 9. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, wordt het woord « zestien » vervangen door het woord « achttien »;

2° In § 1, tweede lid, na punt 7° worden de volgende punten ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° van de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie;

9° van een erkende gemeenschapsdienst voor gezondheidspromotie die ten doel heeft een geterritorialiseerd register bij te houden van de aanbiedingen en behoeften inzake opleiding/begeleiding/ondersteuning van de diensten en centra, aangesteld door de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort. »;

3° In § 3, eerste lid, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 10. In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « euro »;

2° In § 2 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « euro ».

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het decreet van 16 mei 2002
betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit*

Art. 11. In artikel 2, 1°, van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, worden de woorden « zoals verduidelijkt in artikel 5 » geschrapt.

Art. 12. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor het hoger onderwijs dat ingericht wordt door de Franse Gemeenschap werkt het centrum ten minste één dienstproject uit voor het geheel van de hogescholen, de hogere kunstscholen of de hogere instituten voor architectuur die onder zijn activiteitsdomein ressorteren.

Voor het hoger onderwijs dat gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap werkt de dienst ten minste één dienstproject uit voor het geheel van de hogescholen, de hogere kunstscholen of de hogere instituten voor architectuur waarmee hij een overeenkomst overeenkomstig artikel 17 gesloten heeft.

§ 2. Het dienstproject bedoeld in § 1 bepaalt het gezondheidsbeleid en de prioriteiten die het centrum of de dienst wenst te ontwikkelen voor de hogescholen, de hogere kunstscholen of de hogere instituten voor architectuur op basis van hun behoeften en prioriteiten inzake volksgezondheid vastgesteld in het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie en in het operationeel gemeenschapsplan voor de gezondheidspromotie bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Regering bepaalt de ontwikkelingstabel van het dienstproject, de duur ervan en de termijn waarin het bovenvermelde project aan de Regering en, ofwel aan de hogeschool, de hogere kunstschool, of het hoger instituut voor architectuur, en aan het plaatselijke centrum voor gezondheidspromotie, wordt verstuurd. »;

Art. 13. 1° In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « tegen 1 december » vervangen door de woorden « tegen 15 december ».

2° In artikel 13, 1°, van hetzelfde decreet wordt het woord « ingeschreven » vervangen door het woord « geboekte » en wordt de datum van « 15 november » vervangen door de datum van « 1 december ».

Art. 14. In artikel 15, § 2, tweede lid van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste zin worden de woorden « van ieder » vervangen door de woorden « van ten minste één »;

1°*bis* de woorden « tijdens de schoolperiodes, met een minimum van 360 uren per jaar » worden toegevoegd na de woorden « per maand ».

2° Tussen de eerste zin en de tweede zin wordt een bepaling ingevoegd, luidend als volgt : « De minimale duur van de verstrekkingen van de andere leden van het medisch personeel is twintig uren per maand tijdens de schoolperiodes, met een minimum van 180 uren per jaar ».

Art. 15. In artikel 16, tweede lid, 3°, van hetzelfde decreet, wordt het woord « gezondheidsproject » vervangen door het woord « dienstproject ».

Art. 16. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° « In § 2, tweede lid, wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° het dienstproject bedoeld in artikel 5 »;

2° In § 3 wordt de tweede zin vervangen als volgt : « Deze mag niet gesloten worden voor een termijn van minder dan zes academiejaren en moet een veelvoud zijn van één academiejaar. In afwijking hiervan :

a) Bij de sluiting van een hogeschool, een hogere kunstschool of een hoger instituut voor architectuur of van een vestigingsplaats loopt de overeenkomst ten einde;

b) Bij de opening van een hogeschool, een hogere kunstschool of een hoger instituut voor architectuur wordt een nieuwe overeenkomst ondertekend die loopt vanaf de dag waarop ze ondertekend wordt tot het einde van de duur van de erkenning van de dienst;

c) Bij de opening van een vestigingsplaats wordt een aanhangsel bij de oorspronkelijke overeenkomst ondertekend die loopt van de dag waarop ze ondertekend wordt tot het einde van de erkenning van de dienst. »

Art. 17. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « regelmatig ingeschreven » vervangen door de woorden « geboekt op 1 december ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 2003 betreffende het gezondheidsproject, met toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 19. De artikelen 3; 6; 7, 4° en 5°; 12; 15 en 16 van dit decreet treden in werking op de datum vastgesteld door de Regering.

Artikel 7, 1° heeft uitwerking met ingang van 1 september 2004.

Artikel 18 heeft uitwerking met ingang van 31 augustus 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2006.

De Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 288-1. — Commissieamendementen, nr. 288-2. — Verslag nr. 288-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 18 juli 2006.